

# Indications complémentaires fournies dans le rapport détaillé sur l'audit comptable

Pour titulaires d'autorisation selon la LEFin resp. la LPCC

17 février 2025



# Table des matières

<b>1</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>Contenu du rapport .....</b>	<b>3</b>
2.1	Indications sur l'exécution de la révision (Cm 6 de la circ. 1/2009 ASR) .....	3
2.2	Résultats de la révision (Cm 7 de la circ. 1/2009 ASR) .....	3
2.3	Constatations relatives à la présentation des comptes (Cm 8 de la circ. 1/2009 ASR) .....	4
2.4	Constatations relatives au système de contrôle interne (SCI) (Cm 9 de la circ. 1/2009 ASR) .....	4

## 1 Introduction

Conformément à l'art. 5 al. 4 OA-FINMA, l'audit des assujettis selon l'art. 24 al. 1 let. a LFINMA doit être séparé de de l'audit des comptes. Le rapport sur l'audit comptable obéit aux prescriptions du code des obligations et aux dispositions des lois spéciales. En vertu de l'art. 10 al. 2 OA-FINMA, la FINMA est habilitée à exiger que le rapport détaillé visé à l'art. 728b al. 1 CO comporte des indications complémentaires.

Le rapport selon les prescriptions ci-après remplit les exigences en tant que rapport détaillé sur l'audit des comptes selon l'art. 728b al. 1 CO. Il doit être établi pour les directions de fonds, gestionnaires de fortune collective, SICAV, SICAF, gestionnaires de placements collectifs, sociétés anonymes indéfiniment responsables de sociétés en commandite de placements collectifs et représentants de placements collectifs étrangers ainsi que les assujettis soumis à la surveillance de la FINMA en tant que succursales. Ces instructions ont pour but de compléter les prescriptions de la circulaire 1/2009 de l'autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR).

Le réviseur responsable signe le rapport détaillé. Les informations à mentionner dans le rapport détaillé doivent être portées à la connaissance du conseil d'administration préalablement à l'approbation des comptes annuels.

La société d'audit se prononce dans son rapport détaillé sur l'audit des comptes selon l'art. 728 al. 1 CO pour le moins – en sus des éléments requis par la circulaire 1/2009 de l'ASR – sur les points figurant dans les chapitres ci-après.

Les dispositions de la circulaire 1/2009 ASR et les chapitres qui suivent ne s'appliquent pas aux fonds de placement contractuels et aux sociétés en commandite de placements collectifs.

## 2 Contenu du rapport

### 2.1 Indications sur l'exécution de la révision (Cm 6 de la circ. 1/2009 ASR)

Pas de compléments requis par la FINMA.

### 2.2 Résultats de la révision (Cm 7 de la circ. 1/2009 ASR)

- Selon le Cm 7 let. a de la circ. 1/2009 ASR, la société d'audit doit fournir des indications sur les dérogations au texte standard du rapport de révision établi à l'intention de l'assemblée générale (art. 728b al. 2 CO).

- Ces indications portent en particulier sur la nature de la modification et contiennent des explications pertinentes à cet égard.
- Prise de position relative à la prise en compte de filiales selon l'art. 91 OPC-FINMA.

### 2.3 Constatations relatives à la présentation des comptes (Cm 8 de la circ. 1/2009 ASR)

- Explications relatives aux éléments qui offrent une marge d'appréciation lors de l'établissement des états financiers, avec indication de leur possible influence sur les comptes annuels ou comptes consolidés (et ainsi sur les fonds propres, notamment) ainsi qu'une appréciation sur les valeurs retenues ;
- Analyse du bilan, du compte de résultat et des chiffres-clés significatifs ainsi que prise de position sur la situation de fortune, financière et de rentabilité de l'assujetti (en couvrant un laps de temps de 3 ans en ce qui concerne les chiffres-clés) ;
- Explications relatives aux différences significatives entre les chiffres effectifs figurant dans les comptes annuels ou les comptes consolidés en regard de ceux figurant dans le budget de l'année sous revue ;
- Prise de position sur les chiffres financiers budgétés pour l'année qui suit l'exercice sous revue.

### 2.4 Constatations relatives au système de contrôle interne (SCI) (Cm 9 de la circ. 1/2009 ASR)

Pas de complément requis par la FINMA.